

Comment 75% des Juifs, en France, ont échappé à la mort ?

Près de 80000 Juifs (français et étrangers) demeurant en France en 1940 ont été tués par les Nazis durant les années d'Occupation. Parmi les 330000 juifs vivant en France à cette époque, les ¾ ont pu cependant échapper à l'extermination. Ce taux atteint 88% pour les Juifs français (58% pour les Juifs étrangers). Par comparaison, la Belgique n'a compté que 55% de survivants et les Pays-Bas 20%. On peut donc parler d'une exception française. C'est cette singularité que Jacques Semelin, Directeur de recherches au CNRS, professeur à Sciences Po, s'est attaché à décrypter lors de la conférence-débat qu'il a animé le 18 mars 2016 dans le cadre des Vendredis de Gif. Il rend hommage à Serge Klarsfeld et à Simone Weil qui l'ont encouragé dans la recherche de cette énigme française. Il dédie la conférence à Léon Poliakov, co-fondateur du Centre de Documentation Juive Contemporaine, pionnier de l'Histoire de la Shoah.

Facteurs permettant de comprendre le paradoxe français

La dispersion géographique : en 1940, 8 à 10 millions de français sont sur les routes, 1/3 a quitté son domicile pour se réfugier plus au Sud dans de petites villes ou dans des coins perdus. Dès 1942, les 2/3 de la population juive se trouvent en « zone libre », où l'on ne déplore pas de phénomène de délation de masse. A l'antisémitisme d'Etat répond un mouvement général de dispersion qui permet de s'échapper en fuyant vers des lieux de plus en plus reculés. Une petite partie (7%) a pu fuir en Espagne ou en Suisse. Notons cependant que tous les Juifs n'ont pas eu la possibilité ou la volonté de fuir et un grand nombre d'entre eux sont restés à Paris.

La prise de conscience de l'antisémitisme d'Etat

A partir de l'été 42, les français sont choqués que la Police arrête les enfants, les femmes et les personnes âgées. Six évêques, parmi lesquels celui de Toulouse, Mgr Saliège, dénoncent l'antisémitisme : « Les Juifs sont des hommes, les Juives sont des femmes, tout n'est pas permis contre eux... » écrit-il dans sa lettre pastorale du 23 août 1942.

La réactivité sociale

Ce nouveau concept où des personnes anonymes aident des personnes qu'elles ne connaissent pas est fondé sur une solidarité des petits gestes. Cette solidarité s'ancre sur une culture chrétienne (protestante et catholique), sur un christianisme social, une culture ouvrière et internationaliste (communiste) et un patriotisme anti-allemand. Une entraide spontanée où la compassion l'emporte sur la stigmatisation, s'exprime par un ensemble de mesures de protection qui réunit 4 acteurs : l'ange gardien, l'hôtesse, le faussaire, le passeur. On les retrouve tous dans le roman autobiographique de Joseph Joffo, *Le sac de billes*.

Une chaîne de solidarité est indispensable alors qu'il suffit d'une seule personne pour l'enrayer par délation. Le silence revêt dès lors une importance considérable. C'est le silence de l'indifférence et de la non-dénonciation, dont a pu profiter le mathématicien Laurent Schwartz boursier du CNRS pendant la Guerre et réfugié dans une pension de famille à St Pierre de Paladru.

L'intégration réussie

Si 90% des Juifs français ont survécu, une des raisons vient de leur intégration réussie depuis l'émancipation des Juifs de 1791. Dans les années 1930, la France est le pays au monde ayant reçu le plus de réfugiés. Le rôle de l'école, y compris pendant l'Occupation où les enfants juifs ont pu être souvent à l'abri, et de la culture républicaine a été primordial. Parmi les réfugiés les plus récents et n'ayant pas obtenu leur nationalisation, les Juifs étrangers, ne parlant souvent pas bien la langue, et ayant un réseau de connaissances beaucoup moins efficace, ont eu beaucoup plus de mal à se débrouiller et ont été les victimes premières (plus de 40% de ces Juifs ont été déportés).

La résistance civile

Face aux rafles, qui se multiplient à partir de 1942, y compris en zone Sud, des enfants juifs restent dans la rue. Une aide aux enfants et un placement dans les familles s'instaure à l'initiative des institutions religieuses, des internats publics, de nombreuses organisations juives et non juives. Les réseaux de sauvetage des Juifs sont parfois en interdépendance avec les mouvements de Résistance (armée). Pour honorer plus spécifiquement cette résistance civile, un mémorial a été édifié récemment à Dieulefit dans la Drôme, qui a accueilli de nombreux réfugiés.

La survie

Dans les pays où les Nazis ont détruit l'appareil d'Etat le taux d'extermination a été élevé ; dans les pays où il y a eu collaboration d'Etat, ce taux est moindre comme en France, en Italie, en Bulgarie. A partir de l'été 42, alors que la « solution finale » était à l'œuvre, alors que le port de l'étoile jaune était obligatoire en zone occupée, elle ne le fut jamais en « zone libre ». La société française a agi comme un garde-fou retenant les dirigeants de Vichy de s'enfoncer encore davantage dans l'entreprise criminelle des Nazis, au moins vis-à-vis des Français Israélites.

La chance

Ce thème revient souvent dans les paroles de ceux qui n'ont pas été déportés.

Tous ces facteurs qui ont permis de façon concomitante de limiter l'extermination des Juifs, alors que le gouvernement de Vichy avait pris des mesures antijuives et prônait un antisémitisme par idéologie, se retrouvent décrits avec une très grande subtilité et moult témoignages dans l'ouvrage de Jacques Semelin : *Persécutions et entraides dans la France Occupée, comment 75% des Juifs en France ont échappé à la mort* (éd. Les Arènes-Seuil).